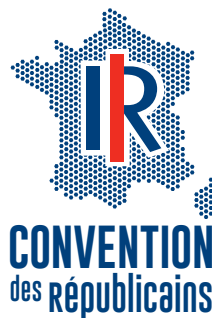




CONVENTION ALIMENTATION ET AGRICULTURE

MARS 2021



SOMMAIRE

LES CONSTATS	7
RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DE LA CONVENTION « ALIMENTATION ET AGRICULTURE »	22
NOS PROPOSITIONS	24
Renforcer la compétitivité de notre agriculture	25
Assurer notre sécurité alimentaire	27
Sécuriser la production agricole nationale	29
Respecter l'acte de production et de transformation	33
Améliorer l'information des citoyens en s'appuyant sur des données scientifiques	35



Convention ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Mars 2021

Les attentes de la société en matière d'alimentation n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. La crise sanitaire, révélant au grand jour les failles de notre économie, a mis à rude épreuve la chaîne alimentaire et montré la fragilité de notre pays face à une mondialisation ayant conduit à déléguer à des tiers la production de biens de première nécessité tels que les médicaments et la nourriture.

Cette crise a mis en exergue les failles structurelles qui menacent notre indépendance alimentaire. La France est sur une pente dangereuse : notre balance commerciale agricole se dégrade. Alors que nous nourrissions tout le territoire européen, aujourd'hui ce sont nos voisins européens qui nous nourrissent : en 2018, sans les vins et spiritueux, notre balance agricole est déficitaire pour la première fois depuis cinquante ans et notre pays affiche le plus fort recul mondial en passant de la troisième à la sixième place d'exportateur mondial en à peine 15 ans.

Il est primordial d'ouvrir le débat sur la compétitivité de notre agriculture à l'exportation dont dépend près de 25% du revenu de nos agriculteurs. Une des raisons de notre recul est le niveau des charges, largement plus élevé en France que dans le reste des pays européens, notamment le coût du travail, supérieur de 1,7 fois par rapport à l'Espagne et de 1,5 fois par rapport à l'Allemagne et le poids écrasant des normes françaises, plus contraignantes, non seulement que celles du reste du monde, mais également que celles des autres pays de l'Union Européenne.

A chaque contrainte supplémentaire imposée aux seuls producteurs français succède une vague d'importations de produits étrangers : les français consomment aujourd'hui plus d'un jour et demi par semaine uniquement des produits importés et notamment 50% de légumes, 60% de fruits, 50% de poulet. Un quart de ces importations ne respectent pas les normes requises en France. Si rien n'est fait cette tendance s'accroîtra au détriment de la sécurité sanitaire et alimentaire des français : c'est pourquoi il est indispensable d'interdire en France les produits qui ne respectent pas les mêmes normes que nous, de les appliquer dans tous les pays membres de l'UE et de renforcer les contrôles sur les produits importés.

La production agricole française repose, avant tout, sur les terres et les hommes. Or, ces deux indicateurs évoluent de façon très préoccupante : depuis 20 ans, la production agricole stagne alors que la population a augmenté de 11%, la surface dédiée à l'agriculture a chuté de 17% depuis les années 60 et elle continue à perdre l'équivalent d'un département tous les 5 ans alors que le nombre d'agriculteurs a baissé de 15% en 10 ans. Ces hommes et ces femmes qui nous nourrissent ne gagnent, en moyenne, guère plus que 15000 euros par an, soit 1250 euros par mois. Un tiers des agriculteurs touche même moins de 350 euros par mois et ils doivent produire plus et mieux alors que le budget alimentation des français n'a pas cessé de baisser : dans les années 70, un foyer y consacrait 30% de son budget, aujourd'hui à peine 12% y est destiné, alors que, sur la même période, le niveau de vie moyen a doublé.

Les Français sont tellement habitués à une nourriture abondante, de qualité et bon marché qu'ils ont oublié que cela a été possible grâce aux progrès des agriculteurs pour améliorer la qualité sanitaire des produits tout en réduisant le coût de l'alimentation. La plupart de nos concitoyens ont une image faussée et ancienne de l'agriculture : le secteur agricole ne représente aujourd'hui que 1 à 2% de la population et les français sont de moins en moins en contact avec des agriculteurs. Cette déconnexion entre le monde agricole et le monde urbain conduit à des attentes sociétales en matière d'alimentation qui méconnaissent totalement la réalité du métier d'agriculteur : les français veulent, en matière d'alimentation, toujours mieux, toujours plus et toujours moins cher mais la plupart d'entre eux ont une image qui relève de « *Martine à la ferme* » et ignorent le niveau très important de compétence et de technicité requis aujourd'hui par le métier d'agriculteur.

Alors oui, rebâtir notre souveraineté alimentaire signifie d'abord développer la production alimentaire et protéger nos agriculteurs en respectant l'acte de production afin de leur garantir un revenu digne.

Rebâtir notre souveraineté alimentaire signifie renforcer la compétitivité de l'agriculture française en lui donnant la possibilité de produire toutes les gammes de produits pour répondre aux attentes de tous les consommateurs afin de ne pas obliger les moins aisés à se rabattre sur des produits importés low cost, dont au moins un quart, aujourd'hui, ne respectent pas nos normes de production.

Rebâtir notre souveraineté alimentaire signifie aussi relocaliser les filières affaiblies par les produits importés moins chers, tels que les fruits et légumes, mais sans renoncer à exporter des semences, des animaux reproducteurs, du fromage, du vin car le localisme et le repli commercial sont un leurre.

La croissance de la demande alimentaire liée à l'accroissement démographique mondial est un enjeu majeur de notre siècle : la population mondiale augmentera de 1,5 milliard d'habitants d'ici 2030, surtout en Afrique. L'agriculture devra produire suffisamment pour nourrir les populations alors que les surfaces agricoles vont probablement diminuer sous l'effet de l'urbanisation et du changement climatique.

La PAC doit devenir une véritable stratégie en faisant de la sécurité alimentaire et du maintien d'une production agricole importante sur le sol européen ses premiers objectifs qui doivent être garantis par une sanctuarisation de son budget au niveau européen. Or ce budget a baissé de 30% en euros constants en 20 ans alors que le budget agricole de la Chine et des Etats Unis ne fait qu'augmenter.

C'est pourquoi il faut faire primer ces objectifs, dans l'UE, sur ceux de la politique de la concurrence et il faut traiter les questions agricoles à part, au cas par cas, dans le cadre d'un accord bilatéral de libre-échange, en les excluant, si nécessaire, des négociations.

L'agriculture peut relever ce double défi, produire mieux et produire plus car, tout en subissant de plein fouet les effets du réchauffement climatique, elle fournit elle-même les moyens d'y faire face : par la production d'énergie renouvelable (20% des ENR sont d'origine agricole) ; par la réduction du travail du sol et l'entretien des haies, elle peut améliorer et préserver la qualité de l'eau, éviter l'érosion et augmenter la biodiversité; par la mise en place de couverts végétaux permanents, elle peut stocker massivement le carbone sous nos pieds.

Il est temps de reconnaître aux agriculteurs les efforts qu'ils font, de les inciter à poursuivre dans cette voie et rémunérer ces efforts.

Mais on ne pourra pas relever ces défis sans l'apport de la recherche et de l'innovation. L'innovation en agriculture aura un rôle essentiel à jouer en tant qu'alternative aux herbicides, aide à la décision, amélioration du bien-être animal, allègement des tâches... La recherche variétale, notamment les biotechnologies végétales permettent d'augmenter la résilience des cultures à la maladie et à la sécheresse. Pourtant, en France, la recherche et l'innovation sont décriées voire censurées et nos meilleurs chercheurs sont contraints de partir à l'étranger s'ils veulent profiter de conditions de travail satisfaisantes. Il est urgent de rattraper le retard que nous avons vis-vis de nos concurrents européens et mondiaux en permettant l'utilisation en Europe et en France des nouvelles techniques d'amélioration des plantes, les NBT, (New Breeding Technologies) qui peuvent modifier le génome afin d'obtenir des variétés plus résistantes sans transfert d'ADN étranger. Il faut une véritable politique de recherche et innovation pour l'alimentation et l'agriculture en France et une campagne d'information scientifique sur ces pratiques innovantes qui sont la clé de notre avenir.

Aux Républicains nous avons travaillé depuis plus d'un an avec des agriculteurs, des parlementaires, des élus territoriaux, des consommateurs, des scientifiques et nous pensons que nous pouvons garantir une alimentation saine, durable et accessible à tous en conciliant le respect de l'acte de production avec le respect de l'environnement.

Pour cela nous devons bâtir une nouvelle stratégie alimentaire et agricole en France et en Europe, pour garantir notre sécurité alimentaire et protéger nos agriculteurs.

Christian Jacob
Président des Républicains



LES CONSTATS

La France est devenue un pays déficitaire en matière agricole (hors vins et spiritueux)

Alors que la France était le troisième principal exportateur mondial en 2005, elle occupe en 2019 le sixième rang avec environ 4,5% de parts de marché. Avec une perte de près de 2 points de parts de marché en 10 ans, la France affiche le plus fort recul mondial.

En 2018, la balance agricole (hors vins et spiritueux) est déficitaire pour la première fois depuis 50 ans. La France a exporté pour 38,1 milliards d'euros en Europe mais a importé pour 38,4 milliards d'euros.

La production agricole française repose, avant tout, sur les terres et les hommes. Comme le rappelle le rapport du sénateur Laurent Duplomb, *La France, un champion agricole mondial : pour combien de temps encore (2019)* ces deux indicateurs évoluent de façon très préoccupante :

- l'agriculture et l'alimentation représentent 5,5% de l'emploi total en 2019, contre 12% en 1980 et 30% en 1955. Le nombre d'exploitations agricoles est passé de 2,3 millions en 1955 à 448 500 en 2019.
- la surface agricole dédiée à l'agriculture a chuté de 17% depuis 1961, soit près de 60 000 km², à peu près l'équivalent de la région Grand-Est. L'agriculture perd, en surface, l'équivalent d'un département tous les 5 ans (SAFER).

La production française stagne en volume, depuis la fin des années 1990, alors que celle de ses concurrents augmente.

Trois productions sont particulièrement touchées : la production française de viandes bovines, qui baisse depuis 20 ans, de manière proportionnelle à un recul de la consommation individuelle (-0,5 kg de viande par habitant et par an depuis 1990) ; la production de lait qui est proche de la production de 1984, lors de la mise en œuvre des quotas, avec un effectif de vaches laitières divisé par deux et la production de céréales, qui plafonne depuis des années.

Il est primordial d'ouvrir le débat sur la compétitivité de notre agriculture

Une des raisons de notre recul en matière de production agricole est le niveau des charges, largement plus élevé en France que dans le reste des pays européens, notamment le coût du travail, respectivement supérieur de 1,7 fois par rapport à l'Espagne et de 1,5 fois par rapport à l'Allemagne. Par ailleurs, la montée en gamme excessive des produits français entraîne des coûts de production très élevés qui se répercutent sur leurs capacités de pénétration dans les marchés internationaux. Les coûts de production ont augmenté en France entre 4 et 7 % de 2016 à 2019.

Parallèlement, les anciens clients de l'agriculture française, exemptés du niveau de normes ultra-contrainant de la France, se sont mis à développer leur propre production à moindre coût. La Pologne, par exemple, a pris des parts de marché françaises dans la volaille : alors que les importations représentaient 13% de la consommation intérieure de volailles en 2000, elles s'élèvent aujourd'hui à 34%.

Ce recours massif en France à des produits importés, moins chers, de moindre qualité, ayant un impact environnemental très négatif, est dramatique. D'autant plus qu'une partie significative de ces produits ne respecte pas les normes sanitaires requises en France.

Les normes françaises sont plus contraignantes que les normes des autres pays de l'UE

Même si l'Union européenne édicte environ 80 à 90% des normes agricoles, elles ne sont pas également transposées par les différents États membres. La France alourdit systématiquement les normes européennes qui sont déjà les plus contraignantes au monde. Par exemple, la nomenclature nationale des installations classées en matière d'élevage bovins demande une déclaration à partir de 50 animaux et une autorisation préalable au-delà de 100 animaux or les textes européens ne prévoient pas de seuils et réclament uniquement une analyse au cas par cas.

Autre exemple, lors de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine, les autorités européennes ont imposé le retrait de certains matériels à risques spécifiés (MRS, tissus et abats considérés comme risqués) des ruminants lors de l'abattage. La France a retenu une liste de *MRS* plus large que celle fixée par l'UE. Dernier exemple, le diméthoate, insecticide utilisé pour les cerisiers, est interdit en France dès 2016. Il faudra attendre quatre ans, en décembre 2020, pour que l'Union européenne interdise également cet insecticide.

Non seulement les normes françaises sont beaucoup trop contraignantes mais leur multiplication trop rapide et leur constante évolution contribuent à déstabiliser les agriculteurs qui n'ont pas le temps de s'y adapter. Un rapport parlementaire de la mission sur les contrôles en agriculture (*Rapport Massat*), remis en juin 2015, dénombrait plus de dix corps de contrôle susceptibles d'intervenir auprès des exploitations agricoles.

Selon le baromètre agricole *Terre-net BVA* d'août 2015, dernier en date sur ce sujet, les producteurs passent en moyenne neuf heures par semaine dans leur bureau pour régler des questions administratives.

A chaque contrainte supplémentaire imposée aux seuls producteurs français succède une vague d'importations de produits étrangers : la France importe 20% de son alimentation et chaque français consomme plus d'un jour et demi par semaine uniquement des produits importés, notamment 50% de légumes, 60% de fruits, 50% de poulet. **Un quart de ces importations ne respectent pas les normes requises en France.** Si rien n'est fait, cette tendance s'accroîtra au détriment de la sécurité sanitaire de nos concitoyens, comme du revenu de nos agriculteurs.

Il est nécessaire de donner la préférence aux produits français et d'interdire l'accès en France aux produits qui ne respectent pas nos normes de production, tout en harmonisant l'application de ces normes partout en Europe.

Les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs français

La détresse des agriculteurs et l'insuffisance de la rémunération de l'acte de production

Selon une étude de la MSA (sécurité sociale agricole) de 2016, les agriculteurs gagnent en moyenne 15 000 euros par an, soit 1 250 euros par mois. Un tiers des agriculteurs touche même moins de 350 euros mensuel et de grandes disparités existent selon les productions. En 2017, selon l'Insee, 20% des agriculteurs français n'ont pas pu se verser un revenu et 22% vivaient sous le seuil de pauvreté. Enfin, la MSA révèle que plus de 26 000 foyers étaient bénéficiaires du RSA en 2018. Il est inconcevable que les agriculteurs ne parviennent pas à vivre dignement de leur travail.

En cause, notamment, le prix des matières agricoles, au plus bas en 2018. Selon l'Agence *Option Finance*, ils ont reculé de 3,7% en juillet 2018, notamment pour les produits laitiers (-6,6%), les céréales (-3,6%), les huiles végétales (-29%) ou encore la viande (-1,9%).

En cause également, les distorsions de concurrence avec d'autres pays agricoles qui exportent en France des produits moins chers. Dans notre pays, l'acte de production n'est pas respecté : nous devons récuser la course au prix de consommation le plus bas que se livre la grande distribution. Celle-ci impacte fortement les rémunérations des producteurs alors qu'ils sont obligés de s'adapter à des attentes sociétales grandissantes et à des contraintes environnementales toujours plus fortes : produire mieux et produire plus n'est pas compatible avec produire moins cher. Aux problèmes économiques s'ajoutent le manque de reconnaissance, l'*agribashing*, l'isolement géographique et relationnel, ce qui explique, peut-être, que le taux de suicide des agriculteurs est supérieur de 20 à 30% au reste de la population et, que depuis les années 1960, il ne cesse d'augmenter.

La nécessité de rééquilibrer les négociations commerciales sur les tarifs dans la grande distribution

Les quatre principaux acheteurs – *Envergure*, *Leclerc*, *Horizon* et *Intermarché-Francap* (Coccolle, Colruyt, G20 et Diagonal) – pèsent aujourd'hui pour 92% du marché de la distribution, soit 80% de notre alimentation et leurs décisions impactent directement 17 500 entreprises et plus de 400 000 agriculteurs.

Promulguée le 1^{er} novembre 2018, la loi *Egalim* devait améliorer le revenu des agriculteurs et insuffler davantage d'éthique dans les négociations commerciales entre la grande distribution et les fournisseurs. Il n'en est rien : les négociations 2021 ont été sous haute tension, la grande distribution demandant une baisse des tarifs entre -4 et -2,5% et les agroindustriels réclamant leur augmentation pour faire face à la hausse importante des cours des matières premières : +20% pour le blé, +27% sur l'huile, + de 10 à 20% sur les fruits, +6% pour la volaille.

Par ailleurs les premières analyses économiques démontrent que les dispositifs mis en place par la loi *Egalim* pénalisent très fortement les PME françaises et ne permettent pas d'atteindre l'objectif de revalorisation des revenus agricoles. Ainsi, entre 2018 et 2019, la croissance des PME a subi un coup d'arrêt net et a été divisée par trois (étude Nielsen, « *Egalim, 1 an après* »).

L'artificialisation des sols

Les agriculteurs sont confrontés à une réduction de la surface agricole disponible : la superficie de quatre exploitations agricoles est perdue chaque jour, soit 221ha. Plus de 800 000 hectares de surfaces agricoles ont été perdus en 10 ans. L'agriculture perd 26m² de terres par seconde, soit l'équivalent de 65 baguettes de pain. De plus, l'imperméabilisation des sols a des conséquences dramatiques sur les nappes, réduisant le stockage naturel de l'eau.

Il est urgent d'instaurer un principe de protection des terres agricoles à l'instar des exigences existantes à l'égard de la biodiversité et de la forêt.

Les besoins en eau

Selon les experts du GIEC le réchauffement climatique entraînera en France des épisodes de pluie de plus en plus forte et d'inondations, alternés à des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes. Par ailleurs la France stocke actuellement seulement 6% de l'eau de pluie quand l'Espagne en stocke près de 50%. Notre pays se situe au 9^{ème} rang du taux d'irrigation de la SAU au niveau européen, très loin derrière les pays méditerranéens, ainsi que du Danemark et des Pays-Bas.

Pour préserver notre sécurité alimentaire et notre agriculture il est plus que nécessaire d'agir à la fois sur l'offre, en stockant beaucoup plus largement une partie des excédents de pluie hivernale afin de reporter leur utilisation lors des périodes de sécheresse, et sur la demande, en améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Des pistes innovantes telles que la réalimentation des nappes et la réutilisation des eaux usées traitées doivent être développées.

La prévention et la gestion des risques

Les agriculteurs doivent pouvoir prévoir et gérer différents types de risques qui pourraient toucher leurs exploitations de façon ponctuelle ou pérenne : incidents d'une portée limitée ou grave à l'échelle d'une exploitation ; aléas climatiques ou sanitaires pouvant affecter plusieurs agriculteurs d'une même filière ou d'une même région ; catastrophe climatique très grave qui peut mettre en péril plusieurs filières d'une même région.

Pour chaque typologie de risque existent des outils (couverture individuelle, assurance récolte, fonds de mutualisation, régime des calamités agricole) mais force est de constater qu'ils sont insuffisants ou insuffisamment utilisés, ce qui est par exemple le cas de l'assurance récolte : selon un sondage en ligne de Terre-net effectué entre avril et mai 2020, seulement 33% des agriculteurs avaient souscrit une assurance multi-risques pour 2020. En 2019, seulement 58% des agriculteurs ayant souscrit une assurance ont sollicité des demandes de remboursement.

Par ailleurs les surfaces en grandes cultures couvertes par l'assurance climatique stagnent à 30% en 2020, ce qui est trop peu pour sécuriser la production française et pour que la mutualisation joue son rôle à plein.

Devant le constat, partagé par tous, d'un accroissement des aléas, **il est nécessaire d'améliorer les outils existants de prévention et de gestion des risques agricoles.**

Le renouvellement des générations

La France compte près de 448 500 agriculteurs, dont 50% ont plus de 50 ans. La moitié des agriculteurs vont donc quitter leur exploitation dans dix ans. Près des deux tiers n'ont pas identifié de repreneurs alors qu'ils détiennent un quart de la SAU. 30% des exploitations vont devoir changer de main très prochainement. Le renouvellement des générations agricoles doit être considéré comme une priorité : il en va de la survie de nos territoires ruraux. **Il est fondamental de mettre en œuvre un plan national d'accompagnement à la transmission.**

Par ailleurs, 2700 coopératives agricoles rencontrent des problèmes de recrutement.

Il est nécessaire de revaloriser les filières agricoles et de renforcer la formation initiale afin de répondre au niveau de compétences demandé aux agriculteurs, niveau qui s'est considérablement accru : gérer des risques, anticiper les demandes sociétales, s'adapter aux contraintes environnementales, innover...

En outre, **il est important de revaloriser le métier d'agriculteur** pour créer des vocations. Une campagne de promotion **des métiers de l'agriculture doit être mise en œuvre en concertation avec tous les acteurs du secteur.**

L'agriculture peut être une solution pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver les ressources naturelles

L'agriculture est à la fois victime, cause et solution dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Plus de 20% de la production d'énergies renouvelables est d'origine agricole. La méthanisation, par la production de biogaz, permet d'augmenter la capacité de stockage des effluents et de réduire les émissions de gaz à effet de serre mais la France est très en retard : seulement 900 installations environ en France, contre plus de 9500 en Allemagne.

Autre moyen pour l'agriculture de lutter contre le réchauffement climatique : les biocarburants, qui permettent de baisser jusqu'à 90% les émissions de GES et de réduire notre dépendance à l'énergie fossile, ainsi qu'aux protéines végétales, dont ils sont un coproduit. Nous avons proposé d'augmenter la part des biocarburants dans le transport routier et de développer une véritable filière française de production et distribution de biocarburants pour le transport aérien.

Par ailleurs l'élevage, par la fonction de puits de carbone joué par les prairies, permet de stocker environ 760 kilos de carbone par hectare.

L'agriculture de conservation des sols permet d'augmenter le stockage du carbone et d'améliorer la biodiversité des sols.

Cette technique, partagée aujourd'hui en France par un millier d'agriculteurs, repose sur trois piliers : le non-travail du sol, qui permet de conserver un milieu stable ; la couverture permanente des sols, qui permet de rendre au sol les espèces semées afin de l'alimenter, l'aérer et stocker les éléments nutritifs. Enfin, la diversité végétale en rotation et dans les couverts, qui aide à restaurer les équilibres naturels, à augmenter la faune et la microflore du sol. Résultats : préservation de la qualité de l'eau car, grâce au non-travail du sol il y a moins d'érosion, moins de ruissellement, moins de pollution, moins d'inondation ; plus de biodiversité du sol, plus d'espèces cultivées, plus de faune auxiliaire ; moins d'émissions de GES car moins de fioul consommé (moins de 50% de passages mécaniques) et plus de stockage de carbone (+0,2 à 1 tonne de carbone stocké /ha/an).

L'Association pour la promotion d'une agriculture durable (APAD) vient de lancer son label « *Au Cœur des Sols* » pour promouvoir ce système de culture et a déposé une demande d'équivalence au label « bas carbone ».

Nous devons faire du défi climatique une opportunité pour l'agriculture et donner de la valeur, notamment au carbone stocké dans le sol : il est impératif d'inciter et soutenir les agriculteurs qui engagent des efforts humains et financiers dans des démarches bas carbone et de permettre qu'elles donnent lieu à une rémunération.

La recherche et l'innovation nous permettent de relever les défis de la souveraineté alimentaire et de la protection de l'environnement

L'augmentation de la demande alimentaire mondiale due à l'accroissement démographique oblige à augmenter la productivité de notre agriculture tout en préservant les ressources naturelles et en luttant contre le réchauffement climatique. On ne pourra pas relever ces défis sans l'apport de la recherche et de l'innovation, tant dans les pratiques et le matériel agricoles, le numérique, que dans la recherche génétique pour augmenter la résilience des cultures à la maladie et à la sécheresse.

Bâtiments d'élevage optimisés, agroéquipements intelligents, applications numériques, le couplage de la mécanique et du numérique permet non seulement d'aider les hommes dans leur tâche (robots de traite, robots -balais pour ramasser le foin, robots désinfectants des litières, robots capables de reconnaître les mauvaises herbes et les détruire) mais également d'améliorer le bien-être animal et de réguler l'usage des produits phytosanitaires.

L'innovation en agriculture aura un rôle essentiel à jouer mais la clé de l'avenir sera la recherche variétale, notamment les biotechnologies végétales qui permettent d'améliorer les espèces pour les rendre plus productives et résistantes aux maladies et à la sécheresse ainsi que de réduire voire supprimer l'usage des produits phytosanitaires.

Pourtant, en France, la recherche et l'innovation sont décriées voire censurées. La législation OGM et la diabolisation médiatique de ces techniques rendent la recherche sur ce sujet impossible. Exemple : Emmanuelle Charpentier, une chercheuse française en génie génétique a dû s'exiler en Allemagne et en Suède pour développer ses travaux, aujourd'hui récompensés par un prix Nobel.

Dans l'Union européenne, la directive 2001/18 sur les OGM rend les Etats membres responsables de l'autorisation et du suivi de ces essais en plein-champ réalisés sur leur territoire. Alors que la France était l'un des leaders dans ce domaine dans les années 90, elle n'accueille plus aucun essai : le dernier essai en plein champ de l'Inra avec des peupliers transgéniques a pris fin en 2012 sous la pression de ses opposants, à cause des faucheurs volontaires qui avaient déjà ruiné des vignes transgéniques en 2010 à Colmar, des plants de maïs transgéniques en 2004 en Haute-Garonne ou encore des plants de maïs en 2007 en Eure-et-Loir.

Cette réaction est d'autant plus absurde que nous importons régulièrement de l'étranger des produits OGM (notamment du soja, du colza ou du coton) en provenance des États-Unis et du Brésil et que nos voisins européens ne se privent pas d'utiliser ces nouvelles techniques, notamment l'Espagne (96% du maïs génétiquement modifié européen) mais aussi le Portugal et la Belgique. En attendant, les grandes puissances agricoles du monde entier découvrent des cultures plus efficaces, comme une variété de blé résistant au mildiou en Chine et des tomates précoces aux États-Unis.

L'Europe aurait l'occasion de rattraper son retard avec les nouvelles techniques d'amélioration des plantes, les NBT (New Breeding Technologies), qui peuvent modifier le génome afin d'obtenir des variétés plus résistantes beaucoup plus rapidement que les méthodes classiques de sélection végétale qui procèdent par croisement.

Contrairement aux OGM, les plantes obtenues par les techniques NBT (New Breeding Technologies) sont réputées sans ADN étranger et rien ne permet de les différencier d'une modification naturelle. Dès octobre 2016, la FAO (Food and Agriculture Organization) considère que ces biotechnologies sont une aide incontournable pour les producteurs, leur permettant de mieux s'adapter au réchauffement climatique.

La Cour de Justice de l'Union européenne a déjà établi en juillet 2018 que les organismes issus de ces nouvelles technologies sont considérés comme des OGM, mais la Commission européenne doit se prononcer en avril 2021. Si elle suivait la décision de la CJUE, le développement des NBT serait considérablement freiné en Europe, et, de facto, cela conduirait à leur interdiction en France, alors que nos concurrents se sont lancés depuis bien longtemps dans cette course : 41% des brevets sur l'édition du génome sont chinois, 41% américains et seulement 8% européens.

Il est fondamental de dissocier les NBT (New Breeding Technologies) des OGM car elles peuvent remplacer efficacement les phytosanitaires et permettent de produire davantage et mieux. Par ailleurs, il faut que la recherche variétale redevienne une priorité en France avec un grand plan d'investissement pour la recherche et l'innovation en agriculture.

La PAC doit répondre à une véritable stratégie européenne pour garantir la sécurité alimentaire de l'Europe et protéger les agriculteurs

La croissance de la demande alimentaire liée à l'accroissement démographique mondial est un enjeu majeur de notre siècle : la population mondiale augmentera de 1,5 milliard d'habitants d'ici 2030, surtout en Afrique. L'agriculture devra produire suffisamment pour nourrir les populations alors que les surfaces agricoles vont probablement diminuer sous l'effet de l'urbanisation et du réchauffement climatique.

Dès lors, le maintien d'une forte production agricole sur le sol français et européen est une condition nécessaire à notre sécurité alimentaire.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron n'a visiblement pas pris la mesure de ce défi en ne se battant que trop peu et trop tard pour défendre le budget agricole de la PAC qui, en 20 ans aura baissé de 30% en euros constants, alors que le budget agricole de la Chine et des Etats Unis ne fait qu'augmenter.

L'accord sur le budget de la PAC pour la période 2021-2027 qui a été finalement adopté par les 27 a, certes, réussi à éviter la baisse de plus de 20 milliards d'euros qui avait d'abord été envisagée, mais son montant a néanmoins baissé en valeur réelle par rapport à la période précédente (386 milliards d'euros dont 62,4 milliards pour la France).

La PAC doit revenir sur ses objectifs originels : assurer la sécurité alimentaire ; assurer un niveau de vie équitable à chaque agriculteur ; stabiliser le marché ; accroître la productivité.

Or ces objectifs sont loin d'être atteints : 50% des exploitations ont un résultat courant avant impôts négatif ; les agriculteurs européens subissent de plein fouet la volatilité des prix : depuis 5 ans, le prix du blé varie jusqu'à +11 euros /t au sein d'une même journée et en un mois entre 33 et 64€/t.

Mais ces objectifs ne semblent plus prioritaires au niveau européen, bien au contraire car la tendance actuelle de renationalisation de la PAC et la prévalence de plus en plus forte des objectifs environnementaux et sociaux relèguent au deuxième plan les enjeux stratégiques de sécurité alimentaire, tout en creusant les distorsions de concurrence intra-européennes.

Selon une étude du département américain de l'agriculture (USDA) avec les nouvelles règles agricoles du *Green Deal*, l'Europe verra sa production alimentaire se réduire de 12%, ses exportations baisser de 20%, le prix de l'alimentation augmenter de 17% et le revenu des agriculteurs, déjà dramatiquement bas, chuter de 16%.

Sur le plan national, enfin, le gouvernement doit déterminer l'usage concret qu'il fera des aides PAC à travers un plan stratégique national, qui sera établi d'ici fin 2021 pour une mise en place à partir de 2023. Avec les éco-régimes – principale innovation de la nouvelle PAC-, le risque est de voir de plus en plus d'exploitations réduire fortement leur production pour adopter des pratiques fortement subventionnées mais qui n'auraient pas été viables autrement, alors que le rôle de la PAC devrait être d'accompagner la transition des agriculteurs sans réduire leurs capacités productives et de rendre notre agriculture plus compétitive.

Les réponses aux attentes sociétales en matière d'alimentation

La crise sanitaire actuelle n'a fait qu'accentuer les attentes des français en matière d'alimentation, déjà à l'œuvre depuis plusieurs années. Ces attentes concernent notamment les qualités gustatives ; les qualités nutritionnelles ; l'impact sur l'environnement ; la prise en compte du bien-être animal ; l'origine des produits et ses impacts positifs sur l'économie nationale. Une étude d'*Opinion Way* pour l'ANIA (Association nationale des industries) de 2015 dévoile que 81% des français pensent qu'une alimentation variée, saine et équilibrée est le critère le plus important pour préserver sa santé.

La multiplication d'applications numériques sur l'alimentation, de labels nutritionnels et environnementaux sème la confusion auprès des consommateurs

Face à ces attentes la réponse de différents acteurs (associations, entreprises, pouvoirs publics...) a donné lieu à une multiplication d'initiatives différentes (applications numériques, notations de produits, labels privés...) souvent déconnectées et contradictoires qui ne permettent pas aux consommateurs d'avoir accès à **un système d'information fiable et validée scientifiquement** car souvent, les critères utilisés sont arbitraires, pas toujours explicités, et parfois même douteux car sans aucun fondement scientifique.

Si le *Nutri-score* est un premier élément de réponse, il ne prend pas en compte la contribution nutritionnelle de chaque produit au régime alimentaire en fonction des portions journalières et de la fréquence de consommation qui varient en fonction des produits.

Par ailleurs, une partie des consommateurs sont de plus en plus attentifs aux impacts de leur alimentation sur le réchauffement climatique, la préservation des ressources, le bien-être animal, d'où la multiplication des labels environnementaux ou écoresponsables (UTZ Certified, Rainforest alliance, Nature&Progrès, Biodyvin, NF Environnement, etc.).

Si ces attentes sont légitimes il faut reconnaître que les étiquettes sont de plus en plus complexes et qu'il n'existe pas aujourd'hui de méthodologie certifiée qui permettrait d'additionner les critères environnementaux aux critères nutritionnels. Pour de nombreux industriels, aucun outil n'est suffisamment fiable aujourd'hui et **la multitude d'indicateurs, parfois douteux, sème la confusion auprès des consommateurs.**

Selon l'*UFC-Que Choisir*, 82% des consommateurs ne comprennent pas les informations indiquées sur les étiquettes. Pour cause : malgré une multitude de labels, tous les critères ne peuvent pas être pris en compte à la fois : un produit bio n'est pas automatiquement bon pour le climat. A contrario, un produit bon pour le climat n'a pas forcément les meilleures qualités nutritionnelles.

La nécessité de valoriser les produits de qualité homologués

En France il existe plusieurs sortes de label recouvrant plusieurs réalités : il y a des labels institutionnels, des labels de conformité répondant à des cahiers des charges, des labels d'origines, des labels privés, dont certains sont reconnus par l'État, d'autres ne recouvrant aucune réalité et pouvant être apposés sur les produits contre un simple abonnement à des fins commerciales.

Cette situation complexifie la compréhension et entretient la méfiance des consommateurs. Comment y voir plus clair ?

Il faut distinguer les labels institutionnels des autres labels. Quatre signes de qualité sont reconnus au niveau européen : AOP (Appellation d'origine Contrôlée) ; IGP (Indication Géographique Protégée) ; STG (Spécialité Traditionnelle Garantie) et logo Eurofeuille (Agriculture biologique). 470 produits français bénéficient du label AOP (dont 368 AOP de vins, cidres et eau de vie et 53 AOP laitières).

Plus de 1100 produits français ont obtenu ces différents labels de qualité qui sont un véritable atout pour l'exportation et ont rapporté plus de 23 milliards d'euros en 2019.

Il existe aussi trois labels nationaux homologués par un arrêté interministériel et respectant un cahier de charge spécifique **le label Agriculture biologique, le Label Rouge et la certification de conformité** ainsi que des **mentions valorisantes** encadrées par les pouvoirs publics et contrôlées par la DGCCRF, telles que « *produit de montagne* » ; « *produits pays* » ; « issu d'une exploitation HVE ».

Tous ces labels homologués par l'Etat ou par l'Union européenne doivent être rapidement identifiables et facilement différenciables des labels privés.

Il existe également de nombreux labels privés issus d'organismes de certification privés ou d'entreprises qui s'imposent des critères spécifiques. Si certains sont reconnus, voire même recommandés par l'Ademe tels que *Bio Cohérence*, *Nature & Progrès*, *Demeter*, etc., d'autres échappent à tout contrôle institutionnel et sont juste une marque apposée sur un emballage pour promouvoir ses ventes.

Il y a un besoin d'uniformisation et d'homologation des différents labels privés : on ne peut pas laisser des entreprises ou des associations définir elles-mêmes les conditions d'attribution d'un label, sans qu'elles soient fondées sur une base scientifique et sans reconnaissance par l'Etat ni de certification par des autorités indépendantes.

La nécessité de changer l'image de l'agriculture auprès de nos concitoyens

La France est « *victime de son succès agricole* » : la nourriture ne manque pas et est de très bonne qualité. Le secteur agricole ne représente aujourd'hui que 1 à 2% de la population française, ce qui explique pourquoi les français, dans leur environnement familial, sont de moins en moins en contact avec des agriculteurs. Cette déconnexion entre le monde agricole et le monde urbain conduit à une méconnaissance totale des compétences et du niveau de technicité requis aujourd'hui par le métier d'agriculteur.

Dans la désinformation généralisée, y compris à l'école, l'agriculture biologique apparaît comme l'unique méthode agricole bénéfique pour la santé et comme la solution miracle.

Pourtant, tout en étant un secteur dynamique (+13,5% vs 2018) elle reflète simplement un mode de production différent de l'agriculture conventionnelle.

Face à la raréfaction des terres cultivables, il paraît compliqué de miser uniquement sur l'agriculture biologique. Selon le GIEC, pour nourrir le monde avec des produits bio, il faudrait soit accélérer la déforestation soit renoncer à la consommation de viande, ou encore s'attendre à des pénuries alimentaires. Le mode de culture bio réduit le rendement céréalier de 30% à 40%, obligeant alors d'accroître les surfaces cultivables. Les produits bio sont en moyenne 20 à 30% plus chers et, même si 9 français sur 10 déclarent avoir acheté au moins une fois par mois des produits bio, ils ne représentent que 6% des achats alimentaires des ménages. **Il faut arrêter d'opposer agriculture bio et agriculture conventionnelle**, au risque d'exclure les ménages les moins aisés qui n'auront que le choix de s'approvisionner en produits importés, moins chers mais de moins bonne qualité. **Il y a en France de la place pour toutes les agricultures, pour tous les produits et pour tous les types de consommateurs.**

Résultats du questionnaire de la convention « alimentation et agriculture »

1. Instaurer le principe « pas d'interdiction sans solution » pour ne pas laisser les agriculteurs dans des impasses techniques ?



2. Interdire la surtransposition des normes européennes qui occasionne des charges supplémentaires sur les agriculteurs français et demander un moratoire sur les normes européennes ?



3. Interdire l'importation en Europe des produits qui ne respectent pas les normes de production européenne et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation d'un accord bilatéral ?



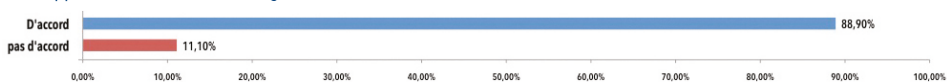
4. Pérenniser le dispositif d'exonération des cotisations patronales pour l'emploi de travailleurs occasionnels agricoles (dispositif TO-DE) ?



5. Développer la recherche et l'innovation en agriculture, de manière à répondre à la demande alimentaire et produire plus et mieux, en respectant l'environnement ?



6. S'opposer à toute baisse du budget de la PAC et à toute tendance de renationalisation ?



7. Protéger le revenu des agriculteurs contre la volatilité des prix des matières premières en mettant en place un filet de sécurité financé par des fonds européens ?



8. Augmenter significativement la part de produits français dans la restauration collective en modifiant le code des marchés publics ?



9. Mettre en place un système de référencement rapide et simplifié pour les producteurs locaux en grandes et moyennes surfaces (GMS) ?



10. Inciter la transmission des exploitations à des jeunes agriculteurs par la mise en place d'une fiscalité avantageuse ?



11. Valoriser le métier d'agriculteur et les filières de formation agricole et améliorer la communication autour de ces filières ?



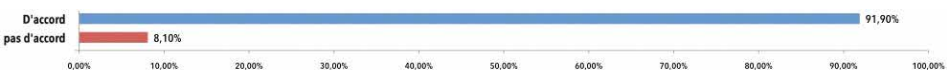
12. Améliorer la gestion et le stockage de l'eau pour lutter contre les sécheresses et les inondations et mettre en place un système assurantiel efficace contre les risques économiques, sanitaires et climatiques qui pèsent sur les exploitations ?



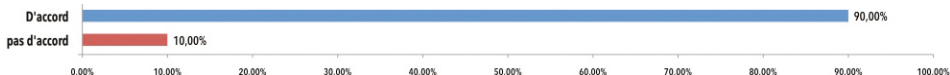
13. L'achat de produits agricoles doit respecter le prix couvrant le coût de production sur toute la chaîne d'approvisionnement sous peine des sanctions ?



14. Renforcer significativement les moyens de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) et permettre à l'Autorité de la Concurrence de s'opposer à la création d'une centrale d'achat lorsqu'elle dépasse un seuil de parts de marché défini au niveau européen ?



15. Rémunérer les producteurs qui améliorent le stockage du carbone dans les sols ?



16. Faire participer davantage les scientifiques au débat démocratique afin de s'appuyer sur des données scientifiques fiables avant toute prise de décision ?



17. Encadrer les applications numériques sur l'alimentation par des lignes directrices définies par l'État ?



18. Imposer un étiquetage de l'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires et réserver la mention « origine France » aux seuls produits dont la matière première brute a été produite en France et dont l'ensemble des transformations substantielles ont été réalisées sur le territoire français ?



NOS PROPOSITIONS



RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DE NOTRE AGRICULTURE

Instaurer le principe : « pas d'interdiction sans solution » pour ne pas laisser les agriculteurs dans des impasses techniques.

Face à la multiplication des interdictions et restrictions en matière de protection des plantes, souvent prises unilatéralement par la France, les producteurs, en plus d'être pénalisés par un manque de compétitivité vis-à-vis de leurs concurrents, se trouvent dans des impasses techniques. L'exemple de la réintroduction des néonicotinoïdes pour la betterave est frappant : face au danger d'écroulement de la filière par manque de moyens efficaces de lutte contre l'épidémie de jaunisse, l'État est revenu sur leur interdiction.

Interdire la surtransposition des normes européennes en France qui occasionne des charges supplémentaires sur les agriculteurs français et demander un moratoire sur les normes européennes.

Aucune norme nationale ne doit être supérieure à la norme européenne et la législation européenne doit s'appliquer de la même façon dans tous les pays membres afin de ne pas créer de distorsions de concurrence.

Interdire l'importation en Europe de produits ne respectant pas les normes de production européenne et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation d'un accord bilatéral.

Trente-sept accords de libre-échange sont actuellement en cours de négociation. Afin de respecter la demande croissante des citoyens européens pour une alimentation sûre, saine et durable et ne pas mettre en péril les filières françaises particulièrement affectées par la concurrence déloyale de pays extra-européens, il faut imposer la réciprocité dans la politique commerciale de l'UE. Nous rappelons à ce sujet notre **opposition à la ratification du CETA** - si une clause d'exclusion de la viande bovine n'est pas intégrée - aux accords avec le Mercosur, le Mexique et aux négociations actuelles avec la Nouvelle Zélande et l'Australie.

Pérenniser le dispositif d'exonération des cotisations patronales pour l'emploi de travailleurs occasionnels agricoles (dispositif TO-DE).

Le coût du travail en France est respectivement supérieur de 1,7 fois par rapport à l'Espagne et 1,5 fois par rapport à l'Allemagne. Face à une concurrence déloyale exacerbée par des différenciations de coût de main d'œuvre, ce dispositif permet de soutenir la compétitivité et l'emploi agricole. De plus, le pérenniser offrirait une visibilité importante aux employeurs agricoles.



Haricots
'mange-tout'
cassia main
8,90 € kg

Haricots
'Baume' & 'Noir'
cassia main
8,90 € kg

Corollas multicolores
Portulaca botte ...
2,80 la botte

ASSURER NOTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Développer la recherche et l'innovation en agriculture de manière à répondre à la demande alimentaire et produire plus et mieux, en respectant l'environnement.

Nous proposons de distinguer les nouvelles techniques d'amélioration des plantes (NBT, new breeding technologies) des OGM et de prévoir un cadre juridique européen spécifique et simplifié pour faciliter leur développement.

Par ailleurs il est plus que nécessaire d'augmenter le budget consacré à la recherche publique et à l'innovation en agriculture, notamment **en réorientant les financements et les missions de l'INRAE sur la recherche agronomique et variétale**. Au titre de l'année 2021, les dépenses dédiées à la recherche dans le domaine agricole ne représentent que 1,3% du budget dédié à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Par ailleurs le programme 775 « *Développement et transfert en agriculture* » et le programme 776 « *Recherche appliquée et innovation en agriculture* » ont été réduits de 10 millions d'euros entre 2019 et 2021. **Il est nécessaire d'augmenter le budget consacré à la recherche publique et à l'innovation en agriculture, notamment en réorientant les financements et les missions de l'INRAE sur la recherche agronomique et variétale.**

S'opposer à toute baisse du budget de la PAC et à toute tendance de renationalisation.

La PAC doit répondre à une véritable stratégie européenne au service de la sécurité alimentaire, il est inconcevable que son budget soit sacrifié sur l'autel d'une politique de la concurrence outrancière. Les objectifs de la PAC doivent impérativement primer sur ceux de la politique de la concurrence, en facilitant la contractualisation obligatoire ou individuelle; en sécurisant les missions des interprofessions par rapport au droit de la concurrence afin de favoriser une répartition plus équitable de la valeur ajoutée tout au long de la chaîne d'approvisionnement ; en laissant la possibilité aux organisations de producteurs, par la négociation collective, de s'accorder sur des prix et des volumes communs, permettant une juste rémunération des agriculteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Protéger le revenu des agriculteurs contre la volatilité des prix des matières premières en mettant en place un filet de sécurité financé par des fonds européens.

Les outils historiques de la PAC en matière de gestion de crise (intervention publique et stockage privé) n'ont plus d'efficacité suffisante. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes nouveaux pour garantir un revenu suffisant aux agriculteurs confrontés à des fortes variations du cours des matières premières - par exemple en imposant un fonctionnement pluriannuel de la réserve de crises. Le produit de la taxe carbone aux frontières européennes pourrait financer en partie ce dispositif.



SÉCURISER LA PRODUCTION AGRICOLE NATIONALE

Augmenter significativement la part de produits français dans la restauration collective en modifiant le code des marchés publics.

La restauration collective publique doit prioritairement utiliser des produits français. Elle représente quelques 8 milliards d'euros d'achats alimentaires par an.

Pour cela, il faut agir sur la commande publique en modifiant les valeurs attribuées aux critères de performance en matière d'approvisionnement direct de produits agricoles et en matière de délai de livraison des marchés en France (fixés par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, notamment, à l'article 62) de façon à pouvoir plus facilement attribuer le marché de la restauration collective aux producteurs français ou locaux.

Mettre en place un système de référencement rapide et simplifié pour les producteurs locaux en grandes et moyennes surfaces (GMS).

Afin de privilégier la production de proximité, il faut inciter les magasins à accorder un référencement local, simplifié et rapide aux producteurs locaux sans obligation de passer par la centrale d'achat.

Inciter la transmission des exploitations à des jeunes agriculteurs par la mise en place d'une fiscalité avantageuse.

Un levier fiscal devrait être utilisé afin de permettre au cédant de constituer une provision fiscale à déduire des résultats de son exercice s'il transmet son exploitation à un jeune agriculteur. Par ailleurs il est nécessaire de renforcer l'accompagnement technique, financier et humain à la transmission agricole, en généralisant, par exemple, des dispositifs tels que le projet FAST (Fonds d'Accompagnement à la Succession et à la Transmission) lancé en Haute-Savoie.

Valoriser le métier d'agriculteur et les filières de formation agricole et améliorer la communication autour de ces filières.

Améliorer la gestion et le stockage de l'eau pour lutter contre les sécheresses et les inondations et mettre en place un système assurantiel efficace contre les risques économiques, sanitaires et climatiques qui pèsent sur les exploitations.

Nous proposons d'augmenter les ressources en eau en relançant et sécurisant juridiquement les projets pour le stockage de l'eau et en supprimant les freins administratifs. Il est inconcevable que la France ne stocke que 4,7% de l'eau disponible contre près de 48% en Espagne.

Il faut également simplifier et favoriser la réutilisation des eaux usées et la réalimentation des nappes, notamment sur certains territoires présentant des situations de stress hydriques critiques, ou dans les zones littorales, car ces solutions permettent de ne pas rejeter les eaux traitées en mer.

De même, l'attribution de quotas annuels d'eau par exploitation en fonction de la surface et de la qualité de l'assolement, pourrait être une solution pertinente comme cela se fait depuis une vingtaine d'années dans le département de l'Eure-et-Loir, à l'initiative du SAGE nappes de Beauce.

Seulement 0,6% des eaux usées traitées sont réutilisées en France contre 8% en Italie et 14% en Espagne alors qu'elles constituent, dans certains pays comme Israël, la principale ressource en eau pour l'irrigation.

Par ailleurs **il faut augmenter les financements publics dédiés à la mobilisation des ressources en eau et à l'irrigation durable tant au niveau européen qu'au niveau français.** Une solution serait de permettre les investissements liés au stockage de l'eau dans le cadre du deuxième pilier de la PAC.

L'agriculteur doit prendre en compte la prévention comme un élément stratégique de sa gestion des risques. Pour rendre l'assurance récolte plus attractive, il faut créer un environnement favorable en ouvrant la possibilité à tous les acteurs de l'assurance, au-delà des assureurs historiques, de souscrire des assurances récoltes avec un cahier des charges fixé avec les pouvoirs publics ; en simplifiant les contrats d'assurance ; en baissant les seuils de déclenchement et en les harmonisant avec ceux du régime des calamités agricoles et des fonds de mutualisation.



RESPECTER L'ACTE DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION

L'achat de produits agricoles doit respecter le prix couvrant le coût de production sur toute la chaîne d'approvisionnement sous peine de sanctions. Les interprofessions devront définir et publier ces coûts de production de référence, révisables en fonction de l'évolution des prix des matières premières agricoles sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture. Cette proposition a deux objectifs : d'abord de mentionner ce principe dans la loi, car le code du commerce oblige la personne qui aurait acheté un produit agricole à un prix abusivement bas à réparer le préjudice causé sans pour autant affirmer clairement le principe qu'il faut respecter le coût de production de ce produit (cf. art. L442-7 du code du commerce).

Deuxièmement, d'inciter toutes les interprofessions à élaborer et publier des indicateurs de coût de production. En effet, afin de respecter le coût de production d'un produit sur toute la chaîne d'approvisionnement il est nécessaire que chaque collège (producteurs, industriels et distributeurs) élabore et publie des indicateurs.

Renforcer significativement les moyens de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) et permettre à l'Autorité de la Concurrence de s'opposer à la création d'une centrale d'achat lorsqu'elle dépasse un seuil de parts de marché défini au niveau européen.

Sur un total de 140 agents DGCCRF seuls 13 d'entre eux sont affectés au bureau Commerce et relations commerciales (Bureau 3C). Il est nécessaire d'augmenter les moyens humains et financiers consacrés aux enquêtes et aux contrôles pour lutter contre les pratiques illégales.

Par ailleurs il faut permettre à l'Autorité de la Concurrence de s'opposer à la création d'une centrale d'achat lorsqu'elle dépasse un seuil de parts de marché défini au niveau européen (dans ses lignes directrices, la Commission a fixé ce seuil à 15% de parts de marché).

Rémunérer les producteurs qui améliorent le stockage du carbone dans les sols.

Cette rémunération pourrait prendre différentes formes tant au niveau européen qu'au niveau national : ouvrir l'accès aux exploitations disposant du label bas carbone au système d'échanges des crédits carbone de l'UE (ETS) ; les rendre éligibles au titre des éco-régimes de la nouvelle PAC ; autoriser les collectivités à rémunérer les agriculteurs afin de comptabiliser leurs crédits carbones dans les objectifs de réduction des émissions prévues par les PCAET ; inciter les entreprises à pratiquer la compensation sur le territoire national, en signant des contrats de prestation de services environnementaux avec les agriculteurs, au titre de la RSE et de la doctrine « éviter, réduire, compenser ».



AMÉLIORER L'INFORMATION DES CITOYENS EN S'APPUYANT SUR DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Faire participer davantage les scientifiques au débat démocratique afin de s'appuyer sur des données scientifiques fiables avant toute prise de décision. Certaines institutions telles que l'ANSES ou l'institut de la betterave sont comparées à des lobbys et les ONG sont plus écoutées ou auditionnées que les scientifiques. Il est nécessaire de s'appuyer sur des données scientifiques fiables avant toute prise de décision.

Encadrer les applications numériques sur l'alimentation par des lignes directrices définies par l'État.

L'État doit réguler l'activité de la multitude d'applications alimentaires notamment en définissant des lignes directrices quant aux critères utilisés par l'application, leur conformité avec la réglementation en vigueur, leur fondement scientifique, la transparence sur la provenance et l'utilisation des données ainsi que les conditions de mise à disposition du public de ces données.

Imposer un étiquetage de l'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires et réserver la mention « origine France » aux seuls produits dont la matière première brute a été produite en France et dont l'ensemble des transformations substantielles ont été réalisées sur le territoire français.

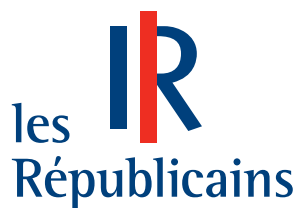
L'étiquetage de l'origine du lait et des viandes est obligatoire en France ainsi que dans sept autres pays membres de l'UE, dans le cadre d'une expérimentation. Nous proposons de pérenniser cette expérimentation et de l'élargir à l'ensemble des produits alimentaires et pays de l'Union européenne.

Par ailleurs la fraude à l'origine est devenue une pratique courante. **Il est nécessaire d'encadrer plus fermement l'usage des mentions « Made in France », « Produit français » ou « Fabriqué en France »** tant pour les produits alimentaires – pour lesquels l'indication de l'origine géographique est obligatoire – que non alimentaires.

Contacts :

Presse : servicedepresse@republicains.fr - 01.40.76.60.44

Etudes : forums@republicains.fr - 01.40.76.62.75



Retrouvez toute notre actualité sur
www.republicains.fr